

généralisée. Même constat du côté des services, où les dépenses ont ralenti partout, sauf pour les soins médicaux. L'investissement fixe non résidentiel a aussi décéléré, progressant de seulement 1,6 p. 100 après une expansion de 4,9 p. 100 l'année précédente. Cette décélération traduit une contraction des dépenses en matériel et logiciels. L'investissement résidentiel a diminué tout au long de 2008 – la troisième année d'affilée où ce secteur enregistre un déclin – retranchant 0,93 point de pourcentage de la croissance du PIB réel. Le solde exportateur net a fait un apport de 1,4 point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2008, après une contribution de 0,58 point de pourcentage en 2007. Tant les exportations de biens que les exportations de services ont ralenti en 2008. Les importations de biens étaient en repli, mais ont néanmoins fourni 0,65 point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2008, renversant une contribution négative de 0,25 point de pourcentage en 2007. Les importations de services ont aussi fléchi. Par contre, les dépenses gouvernementales étaient en hausse, sous l'effet d'une accélération des dépenses consacrées à la défense nationale et d'un retournement de la tendance des autres postes de dépenses, mais en dépit du ralentissement des dépenses des États et des administrations locales.

La performance a été généralement faible durant la première moitié de 2008, mais est devenue carrément négative dans la seconde moitié de l'année. Le PIB réel a chuté de 0,5 p. 100 au troisième trimestre puis a dégringolé de 6,3 p. 100 au quatrième trimestre alors que la récession faisait sentir pleinement ses effets – le plus important repli depuis le premier trimestre de 1982.

Au dernier trimestre de 2008, les dépenses de consommation ont enregistré leur plus forte baisse depuis le second trimestre de 1980, enlevant 3,0 points de pourcentage à la croissance du PIB réel. Les ménages américains ont été durement éprouvés par la perte de richesse financière et immobilière, la détérioration des perspectives de gains et l'incertitude croissante entourant la sécurité d'emploi; ces facteurs ont poussé la confiance des consommateurs vers de nouveaux creux et freiné la consommation. L'investissement fixe non résidentiel a enregistré le recul le plus important depuis le premier trimestre de 1975, tombant de 21,7 p. 100, tandis que l'investissement résidentiel régressait de 22,8 p. 100 sur le trimestre, après une baisse de 16,0 p. 100 le trimestre précédent. Il s'agit du douzième trimestre consécutif de repli de l'investissement fixe résidentiel.

Les exportations étaient aussi nettement en recul, la première baisse enregistrée depuis le second trimestre de 2003 et la plus importante depuis le quatrième trimestre de 1971. Celle-ci est le reflet du fléchissement généralisé des exportations de biens. Les exportations de services ont aussi diminué au cours du trimestre. La baisse des exportations de biens est notamment imputable aux biens d'équipement, aux fournitures et matériaux industriels, aux véhicules et pièces d'automobile et aux biens de consommation non liés à l'automobile. Les importations ont fortement diminué au quatrième trimestre, soit de 17,5 p. 100, après un repli de 3,5 p. 100 au troisième trimestre. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de recul des importations et la plus importante baisse depuis le troisième trimestre de 1980. Les dépenses du gouvernement fédéral ont ralenti au cours du trimestre, traduisant une décélération des dépenses consacrées à la défense nationale, compensée en partie par une accélération des dépenses fédérales non liées à la défense.

Les données récentes laissent entrevoir une autre diminution marquée de l'activité économique au premier trimestre de 2009. Bien que l'on observe quelques indices d'une amélioration du climat des affaires et d'un raffermissement de la demande des consommateurs, l'emploi a continué de chuter rapidement – 5,1 millions d'emplois ont disparu depuis décembre 2007 – portant le taux de chômage à 8,5 p. 100 en mars 2009. La politique monétaire s'est assouplie rapidement devant la détérioration des conditions économiques et les taux directeurs se situent maintenant près de zéro.

Selon les projections, l'économie devrait se contracter de 2,8 p. 100 en 2009. Le rythme de décroissance devrait ralentir au second trimestre et par la suite, alors que les mesures d'allègement fiscal soutiendront la demande des consommateurs. L'économie américaine devrait commencer à se redresser au milieu de 2010, sous réserve de mesures de stimulation budgétaires (équivalant à environ 5 p. 100 du PIB) sur la période 2009-2011, le maintien d'une politique monétaire souple, des mesures visant à stabiliser les prix des maisons et à contenir la vague de reprises, ainsi que de nouvelles politiques destinées à faciliter le rétablissement du secteur financier. On prévoit que la croissance moyenne du PIB sera nulle en 2010, mais qu'elle atteindra 1,5 p. 100 au quatrième trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente.